

VÉRIFIER CONTRE LA LIVRAISON

**Déclaration de Madame Alaa Salah lors du débat ouvert du
Conseil de Sécurité sur les Femmes, la Paix et la Sécurité
29 October 2019**

Madame la Présidente, Excellences, mes collègues de la société civile, Mesdames et Messieurs,

Bonjour. Je suis honorée d'être présente avec vous du Soudan, un pays aujourd'hui plein d'espoir pour la paix, la liberté et la justice.

Mon nom est Alaa Salah. J'ai 22 ans et j'ai grandi à Khartoum.

Avant la révolution, j'étais une étudiante en ingénierie architecturale.

Je n'ai pas grandi bercée dans la politique, mais dans une famille de classe moyenne ordinaire - ma mère est créatrice de mode et mon père possède une entreprise de construction. Seulement, lorsque je marchais pour aller à l'université tous les jours et que je voyais mes concitoyens autour de moi lutter pour obtenir de la nourriture et des médicaments, la moitié du pays vivre dans la pauvreté, comment ne pas devenir politique? En Décembre dernier, notre lutte pour le pain s'est transformée en lutte pour notre liberté.

Je me tiens devant vous aujourd'hui pour vous raconter mon histoire, une histoire partagée par des milliers de femmes et d'hommes ordinaires au Soudan, qui ont abandonné leurs maisons, leurs écoles et leurs emplois pour descendre dans les rues, pour affronter les balles et les gaz lacrymogènes, qui ont risqué leur vie pour exiger la fin de la dictature.

Je m'adresse à vous en tant que membre de MANSAM, une coalition d'organisations de femmes soudanaises issues de la société civile et de groupes politiques, ainsi qu'au nom du Groupe de Travail des ONGs sur les Femmes, la Paix et la Sécurité.

Mon intervention se concentrera sur deux enjeux clés:

La participation significative des femmes et la protection des droits des femmes

La reddition des comptes et le désarmement

Les femmes ont joué un rôle important au Soudan, à des moments marquants de notre histoire - dans l'opposition à la colonisation, le combat pour le droit de vote, ainsi que dans les luttes récentes contre la dictature d'Omar al-Bashir. Elles ont fait preuve d'un courage extraordinaire dans la lutte pour des droits basiques - porter des pantalons, découvrir leurs cheveux, exprimer leurs opinions sur les réseaux sociaux sans peur, ou partager un repas avec des amis masculins - tout cela était criminalisé par des lois sur l'ordre public du précédent régime. Ces lois étaient conçues pour étouffer la dissidence et cibler les femmes, en particulier les plus marginalisées et celles issues de classes ouvrières, comme les vendeuses de thé et de nourriture, qui voyaient leurs outils de travail confisqués sans explications, ont subi des amendes et pouvaient être emprisonnées.

Les femmes et les jeunes étaient en première ligne des manifestations, souvent dépassant largement le nombre d'hommes présents, et constituant environ 70% des manifestants. J'étais une femme parmi les nombreuses autres qui scandaient, chantaient et marchaient avec mes concitoyens dans les rues. Les femmes ont mené des comités de résistance et des sit-ins, planifié des parcours de manifestations, désobéi aux couvre-feux, même au milieu de la déclaration d'état d'urgence, les rendant d'autant plus vulnérables aux forces de sécurité. Beaucoup ont été victimes de gaz lacrymogène, menacées, attaquées et jetées en prison sans aucune charge ou procès équitable. Femmes et hommes ont subi des harcèlements sexuels et ont été violés. Les femmes ont également souffert de représailles de la part de leurs propres familles pour avoir participé à ces manifestations.

Les femmes ont servi comme membres-clés des Forces de la Liberté et le Changement (FLC), et ont aidé à modeler la Déclaration de Liberté et de Changement - une feuille de route pour la transition du Soudan du régime militaire à un régime civil. Pourtant, en dépit de ce rôle visible, malgré leur courage et leur leadership, les femmes ont été tenues à l'écart du processus politique formel dans les mois suivants la révolution. Même dans le passé, lorsqu'elles ont gagné une place à la table - les femmes représentaient 31% de parlementaires en 2018 - elles étaient souvent sans réelle influence et mise à part dans les cercles de prise de décisions. En dépit du fait que les femmes se tenaient prêtes à contribuer activement aux négociations politiques qui ont débuté en Avril cette année entre le conseil militaire et les Forces de la Liberté et du Changement; seule une femme a participé dans ces pourparlers, à la suite de longues revendications de la part de groupes de femmes. A présent, sans surprise, la représentation des femmes dans les structures de gouvernance actuelles est largement inférieure à notre revendication pour une parité à 50% et nous sommes sceptiques quant au fait que le quota de 40% de femmes représentées au conseil législatif devant encore être formé sera rempli.

Durant les 30 dernières années, le corps des femmes et nos droits ont été contrôlés; lorsque les normes patriarcales ont été contestées, le contrecoup a été rapide et violent. Les femmes activistes, politiques, défenseurs des droits de l'homme et artisans de la paix continuent à être systématiquement attaqués et ciblés, y compris par des actes de violence sexuelle, qui en ont contraints beaucoup à fuir le pays. En outre, les organisations de femmes sont à l'avant garde pour satisfaire les besoins de base et protéger les droits des femmes dans les zones affectées par le conflit, mais les restrictions de sécurité et les exigences administratives obstructionnistes les empêchent de mener un travail pourtant crucial dans des zones telles que le Nil bleu, et les Montagnes Nuba. En particulier, l'accès humanitaire à Jebel Marrah, une zone affectée par le conflit en Darfur tristement connue pour son utilisation routinière de viols de masse par les forces de sécurité pour terroriser les femmes et jeunes filles, continue à être un défi majeur dans l'approvisionnement de services vitaux à ces communautés.

Etant donné le rôle pivotale joué par les femmes dans la poursuite de travail sur la paix et le développement, la promotion des droits de l'homme, et l'assistance humanitaire aux communautés en besoin, nous n'avons aucune excuse pour ne pas nous donner un siège égal à chaque table. Si nous ne sommes pas représentées à la table des négociations de paix et si nous ne pouvons pas faire entendre nos voix de manière significative au parlement, alors nos droits ne seront pas garantis, et les lois discriminatoires et restrictives demeureront inchangées, contribuant à la continuité des cycles d'instabilité et de violence. Après des décennies de lutte et tout ce que nous avons risqué pour mettre fin pacifiquement à la dictature de Bashir, l'inégalité entre les genres n'est et ne sera jamais acceptable pour les femmes et filles du Soudan. J'espère qu'elle est tout aussi inacceptable aux yeux des membres de ce Conseil.

Le Soudan est l'un des pays les plus militarisés au monde. Nous n'avons pas besoin de plus d'armes à feu; malgré cela, de nombreux gouvernements continuent à vendre des armes qui contribuent directement et perpétuent le conflit, les violations des droits de l'homme et les déplacements forcés. La grande disponibilité d'armes dans mon pays est l'un des facteurs nourrissant un climat de violence et d'insécurité pour tous, femmes et filles incluses.

Comme cette enceinte le sait très bien, la reddition des comptes et l'accès à la justice ont été tout sauf absents dans mon pays. Les discriminations et inégalités subies par les femmes, couplées au conflit et à la violence depuis des décennies, a eu pour conséquence d'assujettir des femmes à une vaste rangée de violations des droits de l'homme, y compris de violences sexuelles et de violences basées sur le genre à une échelle massive. Ces crimes ont contribué à l'inculpation de notre président évincé pour génocide, crimes de guerres et crime contre l'humanité. Mais la violence contre les femmes n'a pas pris fin avec la fin du règne d'Al-Bashir. Aussi récemment que Septembre, sept femmes vivant dans le camp de personnes déplacées à Shangil Tobaya ont été violées par des hommes armés. Ces femmes rejoignent des milliers d'autres femmes et filles payant le lourd tribut de la violence commise dans le pays.

Maintenant, les femmes disent "assez". L'heure est à la reddition des comptes, à l'imputabilité, et à la justice pour tous les crimes commis avant, durant et après la révolution. Il s'agit de la moindre des choses qui puisse être faite pour honorer ceux qui ont été tués ou ont souffert des atrocités.

Madame la Présidente,

La force de la révolution vint de la représentation de diverses voix à travers le pays - cette inclusion est capitale pour la légitimité du processus de transition. A moins que le processus politique ne reflète et n'embrasse la diversité de notre société, des groupes de femmes, de la société civile, des groupes de résistance, des minorités ethniques et religieuses, des personnes déplacées et des handicapés - aucun accord ne reflétera nos aspirations collectives.

En conclusion, nous pressons le Conseil de Sécurité et la communauté internationale de:

- Presser le gouvernement de transition, les Forces de Liberté et de Changement, et les groupes armés de soutenir la participation pleine, égale et significative des femmes. Nous appelons à ce qu'au moins 50% de femmes Soudanaises soient représentées dans l'ensemble des processus de paix, dans les pourparlers actuels, ainsi qu'à tous les niveaux du gouvernement, et demandons à la communauté internationale de soutenir nos demandes dans vos engagements avec le gouvernement de transition.
- Surveiller et suivre activement la situation au Darfour, suspendre le retrait de la mission de maintien de la paix jusqu'à ce que la situation sécuritaire se stabilise; que la protection des civils puisse être assurée; et que les conditions d'un retour sûr et volontaire soient réunies.
- Soutenir la reddition des comptes et mettre fin à l'impunité. Le gouvernement de transition doit pleinement soutenir une mission internationale indépendante d'établissement des faits pour enquêter et tenir tous les auteurs de violations des droits de l'homme, y compris de violences sexuelles et de violences basées sur le genre, responsables pour leurs actes. Omar al Bashir doit immédiatement être transféré à la Cour Pénale Internationale. Le gouvernement de transition doit ratifier la Convention sur l'Élimination de Toutes les Formes de Discrimination à l'Égard des Femmes sans aucune réserve.
- Soutenir la société civile et s'assurer que les défenseurs des droits de l'homme soient en mesure de conduire leur travail sans entraves et sans peur de représailles. Mettre fin à l'usage létal et excessif de la force contre les manifestants.
- Arrêter d'alimenter le conflit. Enfin, nous implorons tous les pays de stopper l'export d'armes vers mon pays, lorsqu'il existe un risque qu'elles soient utilisées en violation du droit international humanitaire et des droits de l'homme, y compris pour perpétrer des violences sexuelles et des violences basées sur le genre, en conformité avec le Traité sur le Commerce d'Armes.

En conclusion, je souhaite vous quitter avec un slogan qui a résonné avec force dans nos dernières manifestations - Liberté, paix et justice; la révolution est un choix du peuple.

Merci.

The NGOWG on Women, Peace and Security advocates for the equal and full participation of women in all efforts to create and maintain international peace and security. Formed in 2000 following the adoption of Security Council resolution 1325 (2000), the NGOWG now focuses on implementation of all Security Council resolutions that address this issue. The NGOWG serves as a bridge between women's human rights defenders working in conflict-affected situations and policymakers at UN Headquarters. NGOWG members include: Amnesty International; CARE International; Center for Reproductive Rights; Consortium on Gender, Security and Human Rights; Cordaid; Global Justice Center; Global Network of Women Peacebuilders; Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict; Human Rights Watch; International Alert; MADRE; Nobel Women's Initiative; OutRight Action International; Oxfam; Plan International; Refugees International; Saferworld; Women's Refugee Commission; and Women's International League for Peace and Freedom. The NGO Working Group on Women, Peace and Security is a project of Tides Center